

Manche

SOCIAL. Contre les suppressions de postes L'Éducation nationale montre sa colère

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE | mardi 13 novembre 2018

500 mots | -



Les enseignants étaient en grève hier à l'appel de tous leurs syndicats. Une première depuis 2011.

Des milliers de professeurs ont fait grève lundi et défilé dans plusieurs villes de France pour protester contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, une mobilisation d'ampleur selon les syndicats mais limitée d'après le gouvernement.

25 %

25 % Des enseignants du premier degré sont en grève pour exiger un autre budget et une autre politique éducative selon le Snuipp-FSU, premier syndicat dans le primaire.

Du côté des enseignants du second degré (collège et lycée), « près d'un sur deux est en grève », a recensé le Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire, jugeant que « c'est un mécontentement profond qui s'exprime ». Le taux de grévistes communiqué par le ministère de l'Éducation est bien moindre - 10,98 % - même s'il a été légèrement revu à la hausse au cours de la journée.

« Ce sont des chiffres qui sont assez bas », a commenté le ministre de l'Éducation [Jean-Michel Blanquer](#), invité de l'émission Audition publique. « On ne peut pas parler de succès », a ajouté le ministre, qui faisait face à sa première mobilisation d'ampleur contre sa politique.

« J'entends les craintes sur les suppressions de postes », a assuré M. Blanquer, tout en critiquant la « surenchère » dont certains syndicats feraient preuve. « Personne n'ignore qu'il y a des élections professionnelles dans trois semaines », a-t-il ironisé.

Des manifestations se sont déroulées dans plusieurs grandes villes.

A [Paris](#), quelque 3.900 personnes selon la préfecture de police ont marché derrière une banderole proclamant : « Pour une autre politique dans l'éducation. Refus de toutes les suppressions de postes ». « Toutes les organisations syndicales se retrouvent sur un socle commun : les suppressions de postes ; tout le monde s'est mis d'accord pour dire stop », a expliqué Stéphane Crochet, à la tête du SE-Unsa éducation. Selon le syndicaliste, c'est la première fois depuis 2011 qu'un appel à la grève dans l'éducation rassemble toutes les organisations syndicales, de la maternelle au lycée, dans le public et dans le privé.

« Priorité au primaire »

Le budget 2019, dont le volet Education nationale sera discuté en session plénière mardi à l'Assemblée nationale, prévoit de supprimer 2 650 postes dans les collèges et lycées publics, 550 dans le privé, 400 dans l'administration. Quelque 1 800 postes seront créés au primaire, en vertu de « la priorité au primaire » voulue par [Jean-Michel Blanquer](#).

Les syndicats ne comprennent pas ces réductions d'effectifs, au regard de la poussée démographique attendue en collèges et lycées. L'agence des statistiques du ministère de l'Éducation prévoit en effet une hausse de 40 000 élèves à chaque rentrée entre 2019 et 2021 dans le secondaire.

Le nombre des suppressions peut paraître faible par rapport à la totalité des agents de l'Éducation nationale (environ un million), mais les syndicats s'attendent à ce qu'elles soient suivies d'autres baisses d'effectifs.